



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 73.646/AG
du 30 juin 2023

advies 73.646/AV
van 30 juni 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant divers arrêtés
relatifs à la procédure devant
la section du contentieux
administratif du
Conseil d'État'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
diverse besluiten betreffende
de procedure voor de afdeling
bestuursrechtspraak van de
Raad van State'

Le 16 mai 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^{*}, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État'.

Le projet a été examiné par l'assemblée générale le 20 juin 2023. L'assemblée générale était composée de Wilfried VAN VAERENBERGH, premier président du Conseil d'État, Marnix VAN DAMME, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET et Jeroen VAN NIEUWENHOVE, présidents de chambre, Luc CAMBIER, Bernard BLERO, Wouter PAS, Koen MUYLLE, Patrick RONVAUX, Christine HOREVOETS et Inge VOS, conseillers d'État, Jan VELAERS et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Gregory DELANNAY, greffier en chef.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, Katrien DIDDEN et Arne CARTON, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX et Inge VOS.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 juin 2023.

*

^{*} Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

Op 16 mei 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen* een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State'.

Het ontwerp is door de algemene vergadering onderzocht op 20 juni 2023. De algemene vergadering was samengesteld uit Wilfried VAN VAERENBERGH, eerste voorzitter van de Raad van State, Marnix VAN DAMME, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET en Jeroen VAN NIEUWENHOVE, kamervoorzitters, Luc CAMBIER, Bernard BLERO, Wouter PAS, Koen MUYLLE, Patrick RONVAUX, Christine HOREVOETS en Inge VOS, staatsraden, Jan VELAERS en Christian BEHRENDT, assessoren, en Gregory DELANNAY, hoofdgriffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, Katrien DIDDEN en Arne CARTON, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX en Inge VOS.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 juni 2023.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'apporter différentes modifications à l'arrêté du Régent du 23 août 1948 'déterminant la procédure devant la [section du contentieux administratif] du Conseil d'État' (ci-après : « le règlement général de procédure » ; articles 1^{er} à 20 du projet), à l'arrêté royal du 5 décembre 1991 'déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État' (articles 21 et 22) et à l'arrêté royal du 30 novembre 2006 'déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État' (articles 23 à 27). Ces modifications sont principalement en lien avec la loi 'modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973' (ci-après : « la loi modificative »), adoptée le 27 avril 2023 par la Chambre des représentants ¹.

L'arrêté envisagé entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication de l'arrêté envisagé au *Moniteur belge* (article 28, alinéa 1^{er}, du projet).

3.1. L'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 (ci-après : « les lois coordonnées »), qui habilite le Roi à déterminer la procédure à suivre devant la section du contentieux administratif dans les cas visés aux articles 11, 11bis, 12, 13, 14, 14ter, 16, 17, 30/1, 36 et 38, par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, procure un fondement juridique au projet, à l'exception des dispositions suivantes.

3.2. Les articles 8, 3°, et 18 du projet trouvent un fondement juridique complémentaire dans l'article 21, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées, en vertu duquel les délais dans lesquels les parties doivent transmettre leurs mémoires, leur dossier administratif ou les documents ou renseignements demandés par la section du contentieux administratif sont fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

L'article 20 du projet, qui modifie l'article 93 du règlement général de procédure, trouve un fondement juridique complémentaire dans l'article 30, § 2, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées, selon lequel le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer des règles particulières de procédure pour le traitement des requêtes qui sont sans objet, ou qui n'appellent que des débats succincts.

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2022-23, n° 3220/12, qui fait référence au texte tel qu'il a été adopté par la commission parlementaire (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-23, n° 3220/10) Cette loi n'a pas encore été publiée au *Moniteur belge*.

3.3. Les modifications que l'article 3 du projet apporte à l'article 11/2 du règlement général de procédure, qui règle la procédure accélérée en annulation après suspension, trouvent un fondement juridique dans l'article 17, § 6, des lois coordonnées ².

La modification que l'article 5 du projet apporte à l'article 14^{quinquies}, alinéa 2, du règlement général de procédure, qui règle la procédure accélérée en annulation en l'absence de demande de poursuite de la procédure, trouve un fondement juridique dans l'article 30, § 3, des lois coordonnées.

L'alinéa 4 de l'article 30, § 1^{er}, des lois coordonnées, qui sera inséré dans ces lois par la loi modificative ³, procurera le fondement juridique de l'article 6 du projet, qui insère dans le règlement général de procédure un nouvel article 11/5 contenant des règles de procédure particulières en cas de désistement de l'instance par la partie requérante ou de retrait de l'acte ou du règlement attaqué.

L'article 38, § 10, des lois coordonnées, tel qu'il sera inséré par la loi modificative, constituera le fondement juridique de l'article 14 du projet, qui rétablit l'article 65/1 du règlement général de procédure et détermine les contentieux auxquels s'applique l'article 38 des lois coordonnées, tel qu'il sera inséré par la loi modificative ⁴.

EXAMEN DU TEXTE

PRÉAMBULE

4. Compte tenu des observations formulées à propos du fondement juridique du projet, on remplacera le premier alinéa du préambule par ce qui suit :

« Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 17, § 6, remplacé par la loi du 20 janvier 2014, l'article 21, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 20 janvier 2014, l'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 août 1996, et l'alinéa 4, inséré par la loi du xx [date loi modificative], l'article 30, § 2, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 20 janvier 2014, et 30, § 3, remplacé par la loi du 15 septembre 2006, et l'article 38, § 10, inséré par la loi du xx [date loi modificative] ; ».

² À partir du 1^{er} janvier 2025 ou d'une date antérieure d'entrée en vigueur fixée par le Roi, ces dispositions trouveront un fondement juridique dans l'article 17, § 9, des lois coordonnées.

³ Voir l'article 10 de la loi modificative, qui entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication de la loi adoptée au *Moniteur belge* (article 28 de la loi modificative).

⁴ Voir l'article 12 de la loi modificative, qui entrera également en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication de la loi adoptée au *Moniteur belge* (article 28 de la loi modificative).

Article 1^{er}

5. Dans le texte néerlandais de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, du règlement général de procédure, on écrira « Het middel bestaat uit » au lieu de « Het middel bestaat in ».

6. Comme le délégué l'a proposé, il est conseillé, dans un souci d'uniformité de la terminologie, de formuler la deuxième phrase de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, du règlement général de procédure comme suit : « L'absence de résumé du grief ne peut conduire à l'irrecevabilité du moyen ».

Par identité de motif, l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, du règlement général de procédure doit également viser « le résumé du grief ».

7.1. L'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, du règlement général de procédure, prévoit que l'énoncé du moyen et, le cas échéant, son résumé sont reproduits tels quels dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt.

Invité à préciser cette disposition et l'intention qui la sous-tend, le délégué a déclaré :

« Comme le souligne le rapport au Roi, cette modification a pour principal objet de faciliter le travail des auditeurs et des conseillers qui consacrent souvent de longs moments à résumer les moyens de la partie requérante. Les écrits de procédure n'opèrent parfois pas une distinction entre le moyen lui-même et les développements qui l'accompagnent quant au grief soulevé de sorte qu'il n'est pas toujours évident de déterminer la portée réelle du moyen. L'idée est donc que la partie requérante synthétise elle-même les développements qu'elle consacre à ses moyens. Si elle ne le fait pas, elle prend le risque que l'auditeur et le conseil abordent son moyen en ne tenant pas compte de certains éléments qu'elle n'a peut-être pas mis suffisamment en évidence. L'auditeur et le conseiller ne seront pas obligés de reproduire systématiquement le résumé puisque la disposition en projet précise bien 'le cas échéant', seul l'énoncé du moyen devant être repris dans le rapport et l'arrêt. Il n'est en effet pas utile de reproduire dans le rapport, une synthèse, si l'énoncé du moyen est suffisant (...) ».

La formulation de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, du règlement général de procédure est imprécise.

Ainsi, il faudrait avant tout préciser ce qu'il faut entendre par « l'énoncé du moyen », et si l'on vise ainsi simplement la reproduction des normes violées citées ou si l'intention est réellement de reproduire chaque fois l'exposé intégral du moyen dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt.

Les mots « le cas échéant » sont également ambigus. Ainsi, il faudrait clarifier s'il s'agit d'une possibilité ou d'une obligation de reproduire le résumé dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt et si ce résumé, par exemple, peut être complété s'il présente des lacunes.

7.2. Il résulte de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, du règlement général de procédure que l'absence de résumé du grief ne peut conduire à l'irrecevabilité du moyen.

À ce sujet, le rapport au Roi relève ce qui suit :

« L'absence, dans la requête, du résumé d'un grief comprenant un développement important n'entraîne pas en soi l'irrecevabilité du moyen. Cette absence a pour seule conséquence que le requérant prend le risque que la portée de son grief ne soit pas correctement résumée et donc appréhendée dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt ».

Dans la mesure où l'intention serait de ne reproduire que le résumé tel quel dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt et où le moyen serait examiné uniquement à la lumière du résumé produit, il convient de noter qu'il va de soi que la présence d'un résumé, qui peut être incomplet parce qu'il ne reproduit pas adéquatement tous les arguments de la partie requérante, ne peut avoir pour effet qu'il soit porté atteinte de manière disproportionnée au droit d'accès au juge ⁵.

8. À la question de savoir s'il ne serait pas conseillé de tenir également compte de l'hypothèse que des moyens nouveaux d'ordre public ou dont le requérant n'a pu prendre connaissance qu'après avoir consulté le dossier administratif, pourraient être développés pour la première fois dans le mémoire en réplique ou dans le dernier mémoire de la partie requérante et, par conséquent, de prévoir un régime comparable à celui prévu à l'article 2, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, en projet, du règlement général de procédure, le délégué a déclaré :

« Dès lors que l'article 2 en projet prévoit une règle générale sur la manière de présenter un moyen, il n'apparaît pas nécessaire de répéter celle-ci dans les autres actes de procédure...

Le rapport au Roi sera complété par cette observation ».

On peut se rallier à ce point de vue.

Articles 3, 1^o, et 4, 1^o

9. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase, et le paragraphe 2 de l'article 11/2 du règlement général de procédure (article 3, 1^o, du projet) feront référence à l'article 17, § 9, et non à l'article 17, § 8, des lois coordonnées.

⁵ À cet égard, il convient de rappeler la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui estime que l'accès au juge peut être soumis à des conditions de recevabilité. Ces conditions ne peuvent cependant aboutir à restreindre l'accès au juge d'une manière qui porte atteinte à sa substance même. Tel serait le cas si les restrictions imposées ne tendaient pas vers un but légitime et s'il n'existait pas un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé. La compatibilité d'une telle limitation avec le droit d'accès au juge dépend des particularités de la procédure en cause et s'apprécie au regard de l'ensemble du procès (Cour eur. D.H., 24 février 2009, *L'Érablière c. Belgique*, § 36 ; Cour eur. D.H., 18 octobre 2016, *Miessen c. Belgique*, § 64 ; Cour eur. D.H., 17 juillet 2018, *Vermeulen c. Belgique*, § 58). Les règles ne peuvent empêcher les justiciables de se prévaloir des voies de recours disponibles. En effet, le droit d'accès à un tribunal se trouve atteint lorsque sa réglementation cesse de servir les buts de la sécurité juridique et de la bonne administration de la justice et constitue une sorte de barrière qui empêche le justiciable de voir son litige tranché au fond par la juridiction compétente. (Cour eur. D.H., 18 octobre 2016, *Miessen c. Belgique*, § 66 ; C.C., 13 février 2020, n° 24/2020, B.3.4 ; C.C., 11 avril 2023, n° 59/2023, B.7.3).

Il y a lieu de faire figurer une référence à l'article 17, § 10, et non à l'article 17, § 9, dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et dans le paragraphe 2 de l'article 11/3 du règlement général de procédure (article 4, 1^o, du projet) ⁶.

10. L'entrée en vigueur de l'article 17 des lois coordonnées, à remplacer par la loi modificative, requiert en outre la modification d'autres dispositions du règlement général de procédure ⁷ ainsi que d'autres dispositifs relatifs au Conseil d'État ⁸.

Articles 4, 5 et 6

11. Il a été demandé au délégué si l'absence de justification écrite relative à la demande d'être entendu, comme l'imposent ces articles, entraîne des effets juridiques ⁹.

Le délégué a répondu comme suit :

« Comme le relève le rapport au Roi, cette modification est prévue pour renforcer le débat contradictoire et mieux respecter les droits de la défense des parties. Lorsqu'une audition était réclamée par une partie, elle n'était jamais tenue d'indiquer les arguments qu'elle comptait faire valoir pour justifier le non-respect d'un délai qui lui était imposé pour déposer un écrit de procédure. Ceci a souvent eu pour conséquence que les autres parties n'avaient pas la possibilité de réagir de manière efficace aux arguments qui leur étaient opposés et que l'auditeur devait donner également un avis à brûle-pourpoint sans pouvoir davantage investiguer les arguments de cette partie, ce qui entraînait des remises d'audience.

Dès lors que la disposition en projet ne prévoit pas de sanction en cas de non-communication de cette justification écrite, il reviendra au conseiller d'État d'apprécier si cette non-communication a eu des conséquences sur le débat contradictoire ou sur les droits de la défense des autres parties ainsi que sur le double examen. En tout état de cause, il pourra décider de rouvrir les débats pour permettre à l'auditeur et aux autres parties de

⁶ Dès lors que l'article 5 de la loi modificative, qui vise le remplacement de l'article 17 des lois coordonnées, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025, conformément à l'article 28, alinéa 2, de la loi modificative, à moins que le Roi ne fixe une date d'entrée en vigueur antérieure, les articles 3, 1^o, et 4, 1^o, du projet ne peuvent entrer en vigueur qu'à cette date et il convient de compléter l'article 28 du projet à cette fin (voir ci-dessous l'observation 24).

⁷ Plus précisément une modification de l'article 70, § 1^{er}, alinéa 2, et 70, § 2, alinéa 2, du règlement général de procédure (ces dispositions doivent chaque fois viser l'article 17, §§ 9 et 10), ainsi que de l'article 14septies du règlement général de procédure (cette disposition doit viser l'article 17, § 1^{er}, alinéa 4, des lois coordonnées). Une nouvelle disposition modificative pourrait être insérée à cet effet dans le chapitre I^{er} du projet.

⁸ Voir, entre autres, l'article 8, alinéa 1^{er}, 6^o, l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'article 16, § 1^{er}, 8^o, l'article 24 et l'article 41 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991.

⁹ À cet égard, il est utile de rappeler l'arrêt de la Cour Constitutionnelle n° 24/2020 du 13 février 2020, dans lequel la Cour, en réponse à une question préjudicielle posée par le Conseil d'État, a jugé que l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées (procédure abrégée pour défaut d'intérêt en l'absence de mémoire en réplique introduit dans les délais) ne viole pas l'article 13 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme. À ce sujet, la Cour a notamment considéré : « Le droit d'être entendu donne aux parties requérantes l'occasion d'expliquer pourquoi elles n'ont pas respecté le délai imparti. Les parties requérantes peuvent, si elles démontrent l'existence d'un cas fortuit ou d'une force majeure, échapper à la sanction d'irrecevabilité de leur recours. Il appartient au Conseil d'État, au regard de l'explication des parties requérantes, de veiller à ne pas interpréter de manière trop formaliste ces causes de justification ».

réagir aux arguments développés oralement ... Dès lors qu'une audience a été réclamée par une partie, elle aura lieu peu importe qu'une justification écrite soit déposée ou pas.

Cette dernière précision quant à la tenue d'une audience sera inscrite dans le rapport au Roi ».

Il est indiqué de compléter le rapport au Roi ainsi que l'a suggéré le délégué.

Article 5

12. Dès lors que l'article 5 du projet vise la modification d'articles du règlement général de procédure qui suivent d'autres articles insérés ou modifiés par les articles 6 à 8 du projet, il y a lieu de renuméroter cette disposition et de la faire figurer plus loin dans le texte.

Article 6

13. On n'aperçoit pas clairement pourquoi il est fait référence à l'applicabilité de l'article 13 dans l'article 11/5, en projet, du règlement général de procédure. Invité à fournir des explications à cet égard, le délégué a déclaré ce qui suit :

« En cas de désistement ou de retrait de l'acte attaqué, un rapport de l'auditeur ne devra plus être nécessairement établi. Cependant, il y a des cas de figure où le retrait d'un acte administratif peut susciter des doutes, soit parce que la partie adverse elle-même n'est pas claire quant à ses intentions, soit parce que le retrait n'est pas toujours définitif, étant lui-même susceptible de faire l'objet d'un recours de la part du bénéficiaire de l'acte attaqué retiré. Dans ces hypothèses et pour préserver le double examen, il pourra être utile de mettre en œuvre d'autres dispositions du règlement général de procédure et de solliciter un rapport dans le chef de l'auditeur. Par ailleurs, un désistement d'instance peut aussi susciter des doutes lorsque la partie requérante n'est pas claire quant à ses intentions ou si son désistement intervient à la suite de pressions qu'elle a subies.

Pour éviter toute confusion, la référence à l'article 13 du règlement général de procédure sera omise ».

Il est pris acte du fait que les références à l'article 13 seront omises.

Article 7

14. Le rapport au Roi précise, en ce qui concerne l'article 7, que « [l]a partie adverse est tenue de répondre favorablement à cette demande [de fournir une version non électronique du dossier administratif dans son ensemble ou d'une partie de celui-ci] pour autant qu'elle dispose elle-même d'une 'version papier' des pièces concernées ». Cela signifie que la partie adverse qui ne dispose que d'une version électronique du dossier administratif ou d'un document particulier de celui-ci n'est pas tenue d'imprimer les documents en question.

Ce point ne ressort pas tel quel du texte du projet. Si telle est bien l'intention des auteurs du projet, il est recommandé, dans un souci de sécurité juridique, d'exprimer cette intention plus explicitement dans le texte du projet.

15. À la question de savoir quelles sont les conséquences que les auteurs du projet entendent associer à l'absence de réponse de la part de la partie adverse à la demande de l'auditeur de fournir une version papier de certains documents et à la question de savoir si l'article 12, alinéa 3, deuxième phrase, du règlement général de procédure s'applique le cas échéant, le délégué a répondu :

« Oui, l'article 12, alinéa 3, est bien d'application si la partie adverse ne collabore pas ».

Dans un souci de sécurité juridique, il est conseillé de compléter le Rapport au Roi avec cette précision.

Article 8

16. Dans le texte néerlandais de l'article 8, 1^o, du projet, il faut viser – comme dans le texte français – l'alinéa 2 et non l'alinéa 1^{er} (« eerste lid ») de l'article 14 du règlement général de procédure.

17. L'article 8, 1^o, du projet tend à compléter l'article 14, alinéa 2, du règlement général de procédure par la phrase suivante :

« Sauf si des éléments nouveaux doivent être communiqués et à l'exception des demandes formulées en application des articles 14^{ter}, 35/1, 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase ou alinéa 3, et 38, § 1^{er}, des lois coordonnées, les derniers mémoires se limitent à réagir synthétiquement aux arguments développés dans le rapport de l'auditeur ou dans le dernier mémoire des autres parties ».

Dans la formulation actuelle de la disposition en projet, la référence aux « demandes formulées en application des articles 14^{ter}, 35/1, 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase ou alinéa 3, et 38, § 1^{er}, des lois coordonnées » concerne une liste limitative d'exceptions. Le rapport au Roi observe toutefois que la disposition en projet n'empêche pas les parties de demander, « par exemple », à ce stade de la procédure qu'il soit fait application de l'un des articles précités. Si les auteurs du projet entendent établir une liste limitative des exceptions, il conviendra de faire concorder le rapport au Roi avec le texte du projet. Pour ce faire, il suffit de supprimer les mots « par exemple » du rapport au Roi.

Article 14

18. L'article 65/1 en projet du règlement général de procédure met en œuvre l'article 38, § 10, des lois coordonnées, tel qu'il sera inséré par la loi modificative. Il conviendra donc de corriger la référence erronée au paragraphe 1^{er} de cette disposition légale.

19. Dans le texte français de l'article 65/1, § 1^{er}, 2°, en projet, du règlement général de procédure, on remplacera la référence à « la section II » par une référence à « la section 2 ».

Article 21

20. Comme l'a également confirmé le délégué, il convient d'ajouter aussi dans l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, une référence à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991.

Article 23

21. Le délégué a confirmé que la modification en projet de l'article 18 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006, ne prévoit pas la possibilité pour la partie requérante de demander à être entendue, en cas d'absence de demande de poursuite de la procédure; il a soumis en outre une proposition de texte pour corriger cette lacune.

« À l'article 18 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État, modifié par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° [modification identique à celle proposée dans le projet d'arrêté] ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

‘Si la partie requérante ne demande pas la poursuite de la procédure, le greffier en chef, à la demande du membre de l'auditorat désigné, notifie à la partie requérante que la chambre va statuer en décrétant le désistement d'instance, à moins que dans un délai de quinze jours la partie requérante ne demande à être entendue’ ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par les alinéas suivants :

‘Si la partie requérante ne demande pas à être entendue, la chambre décrète le désistement d'instance.

Si la partie requérante demande à être entendue, elle joint une justification écrite à sa demande. Le président ou le conseiller désigné convoque les parties à comparaître à bref délai. Entendu les parties et le membre de l'auditorat désigné en son avis, la chambre statue sans délai sur le désistement d'instance ;

Pour les autres modifications prévues au 4° et 5°, elles sont maintenues ».

On peut se rallier à cette proposition de texte, étant entendu qu'il est recommandé de conserver la référence à l'article 21, alinéa 7, des lois coordonnées, figurant dans l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 novembre 2006.

Article 27

22. À l'article 28, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées (dont le texte est encore provisoirement le suivant : « Tout arrêt est motivé; il est prononcé en audience publique »), l'article 9 de la loi modificative omet la condition du prononcé en audience publique.

En conséquence, il y a lieu non seulement d'abroger le point 3° de l'article 48, alinéa 3, de l'arrêté royal du 30 novembre 2006, mais aussi d'apporter une modification à la disposition analogue de l'article 34, 5°, du règlement général de procédure. Dans cette dernière disposition, il conviendrait d'omettre la mention requise du prononcé en audience publique. À cette fin, il faudra insérer une nouvelle disposition au chapitre Ier du projet.

Article 28

23. Il convient d'attirer l'attention des auteurs du projet sur le fait que l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet doit être alignée sur celle de la loi modificative. À ce propos, on observera qu'il y a une discordance entre la règle de l'entrée en vigueur de la loi modificative, à savoir en principe le premier jour du *mois qui suit l'expiration* d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication (article 28, alinéa 1^{er}, de la loi modificative), et la date d'entrée en vigueur du projet, à savoir le premier jour du *deuxième mois* qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* (article 28, alinéa 1^{er}, du projet)

24. Entre les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 28 du projet, on ajoutera un alinéa qui réglera, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'entrée en vigueur des articles 3, 1°, et 4, 1°, du projet. L'article 5 de la loi modificative qui vise à remplacer l'article 17 des lois coordonnées, entrant en vigueur, conformément à l'article 28, alinéa 2, de la loi modificative, le 1^{er} janvier 2025 à moins que le Roi ne fixe une date d'entrée en vigueur antérieure, il y aura lieu d'aligner l'entrée en vigueur des articles 3, 1°, et 4, 1°, du projet sur cette date ¹⁰.

*

¹⁰ Cette observation vaut aussi pour d'éventuelles nouvelles dispositions modificatives qui seraient encore ajoutées au projet pour faire concorder des références à l'article 17 des lois coordonnées dans le règlement général de procédure ou une autre réglementation avec le texte de l'article 17 des lois coordonnées, tel qu'il sera remplacé par l'article 5 de la loi modificative.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot het aanbrengen van diverse wijzigingen in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 ‘tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State’ (hierna: “het algemeen procedurereglement”; artikelen 1 tot 20 van het ontwerp), het koninklijk besluit van 5 december 1991 ‘tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State’ (artikelen 21 en 22) en het koninklijk besluit van 30 november 2006 ‘tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State’ (artikelen 23 tot 27). Die wijzigingen houden in hoofdzaak verband met de op 27 april 2023 door de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen wet ‘tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973’ (hierna: “de wijzigingswet”).¹

Het te nemen besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van het aan te nemen besluit in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 28, eerste lid, van het ontwerp).

3.1. Voor het ontwerp wordt rechtsgrond geboden door artikel 30, § 1, eerste lid, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973 (hierna: “de gecoördineerde wetten”) dat de Koning machtigt om de rechtspleging te bepalen die in de bij de artikelen 11, 11bis, 12, 13, 14, 14ter, 16, 17, 30/1, 36 en 38 bedoelde gevallen voor de afdeling Bestuursrechtspraak dient te worden gevolgd, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, met uitzondering van de hierna volgende bepalingen.

3.2. De artikelen 8, 3°, en 18 van het ontwerp vinden bijkomend rechtsgrond in artikel 21, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, op grond waarvan de termijnen waarbinnen de partijen hun memories, hun administratief dossier of de door de afdeling Bestuursrechtspraak gevraagde stukken of inlichtingen moeten toesturen, worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Artikel 20 van het ontwerp, dat artikel 93 van het algemeen procedurereglement wijzigt, vindt bijkomend rechtsgrond in artikel 30, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wetten naar luid waarvan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bijzondere procedureregels kan vaststellen voor de behandeling van de verzoekschriften die doelloos zijn, of die enkel korte debatten met zich meebrengen.

¹ *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 3220/12, waar wordt verwezen naar de tekst zoals die is aangenomen door de parlementaire commissie (*Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 3220/10). Deze wet is vooralsnog niet bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

3.3. De wijzigingen die door artikel 3 van het ontwerp worden aangebracht aan artikel 11/2 van het algemeen procedurereglement, dat de versnelde procedure tot nietigverklaring na schorsing regelt, vinden rechtsgrond in artikel 17, § 6, van de gecoördineerde wetten.²

De wijziging die door artikel 5 van het ontwerp wordt aangebracht aan artikel 14^{quinqies}, tweede lid, van het algemeen procedurereglement, dat de versnelde procedure tot nietigverklaring na het ontbreken van een verzoek tot voorzetting regelt, vindt rechtsgrond in artikel 30, § 3 van de gecoördineerde wetten.

Voor artikel 6 van het ontwerp, dat een nieuw artikel 11/5 invoegt in het algemeen procedurereglement met bijzondere procedureregels ingeval van afstand van het geding door de verzoekende partij of de intrekking van de bestreden akte of het bestreden reglement, zal rechtsgrond worden geboden door het vierde lid van artikel 30, § 1, van de gecoördineerde wetten, dat in deze wetten zal worden ingevoegd door de wijzigingswet.³

Voor artikel 14 van het ontwerp, dat artikel 65/1 van het algemeen procedurereglement herstelt en de geschillen bepaalt waarop artikel 38 van de gecoördineerde wetten, zoals het door de wijzigingswet zal worden ingevoegd, van toepassing is, zal rechtsgrond worden geboden door artikel 38, § 10, van de gecoördineerde wetten, zoals ingevoegd door de wijzigingswet.⁴

ONDERZOEK VAN DE TEKST

AANHEF

4. Rekening houdend met de opmerkingen betreffende de rechtsgrond van het ontwerp, dient het eerste lid van de aanhef te worden vervangen door wat volgt:

“Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 17, § 6, vervangen bij de wet van 20 januari 2014, artikel 21, eerste lid, vervangen bij de wet van 20 januari 2014, artikel 30, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, en vierde lid, ingevoegd bij de wet van xx [datum wijzigingswet], artikel 30, § 2, eerste lid, laatst gewijzigd bij de wet van 20 januari 2014 en 30, § 3, vervangen bij de wet van 15 september 2006, en artikel 38, § 10, ingevoegd bij de wet van xx [datum wijzigingswet];”

² Vanaf 1 januari 2025 of een vroegere datum van inwerkingtreding die door de Koning wordt bepaald, zullen deze bepalingen rechtsgrond vinden in artikel 17, § 9, van de gecoördineerde wetten.

³ Zie artikel 10 van de wijzigingswet, dat in werking zal treden op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van 10 dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van de aangenomen wet in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 28 wijzigingswet).

⁴ Zie artikel 12 van de wijzigingswet, dat eveneens in werking zal treden op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van 10 dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van de aangenomen wet in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 28 wijzigingswet).

Artikel 1

5. In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 2, § 1, tweede lid, van het algemeen procedurereglement schrijve men “Het middel bestaat uit” in de plaats van “Het middel bestaat in”.

6. Zoals voorgesteld door de gemachtigde, is het raadzaam om met het oog op een uniforme terminologie de tweede zin van het ontworpen artikel 2, § 1, derde lid, van het algemeen procedurereglement als volgt te formuleren: “De ontstentenis van de samenvatting van de grief kan niet leiden tot de niet-ontvankelijkheid van het middel”.

Ook in het ontworpen artikel 2, § 1, vierde lid, van het algemeen procedurereglement dient om dezelfde reden te worden verwezen naar “de samenvatting van de grief”.

7.1. Het ontworpen artikel 2, § 1, vierde lid, van het algemeen procedurereglement voorziet erin dat de bewoordingen van het middel, en in voorkomend geval, de samenvatting ervan, ongewijzigd worden overgenomen in het verslag van de auditeur en in het arrest.

Gevraagd om deze bepaling en de bedoeling ervan te verduidelijken, verklaarde de gemachtigde:

“Comme le souligne le rapport au Roi, cette modification a pour principal objet de faciliter le travail des auditeurs et des conseillers qui consacrent souvent de longs moments à résumer les moyens de la partie requérante. Les écrits de procédure n’opèrent parfois pas une distinction entre le moyen lui-même et les développements qui l’accompagnent quant au grief soulevé de sorte qu’il n’est pas toujours évident de déterminer la portée réelle du moyen. L’idée est donc que la partie requérante synthétise elle-même les développements qu’elle consacre à ses moyens. Si elle ne le fait pas, elle prend le risque que l’auditeur et le conseil abordent son moyen en ne tenant pas compte de certains éléments qu’elle n’a peut-être pas mis suffisamment en évidence. L’auditeur et le conseiller ne seront pas obligés de reproduire systématiquement le résumé puisque la disposition en projet précise bien ‘le cas échéant’, seul l’énoncé du moyen devant être repris dans le rapport et l’arrêt. Il n’est en effet pas utile de reproduire dans le rapport, une synthèse, si l’énoncé du moyen est suffisant. (...)”

Het ontworpen artikel 2, § 1, vierde lid, van het algemeen procedurereglement is onduidelijk geformuleerd.

Zo zou vooreerst duidelijk gemaakt moeten worden wat dient te worden begrepen onder de “bewoordingen van het middel” en of hiermee louter de overname van de aangehaalde geschonden normen wordt bedoeld dan wel of het werkelijk de bedoeling is om telkens de integrale uiteenzetting van het middel weer te geven in het verslag van de auditeur en het arrest.

Ook de bewoordingen “in voorkomend geval” zijn onduidelijk. Zo zou duidelijk gemaakt moeten worden of het gaat om een mogelijkheid dan wel om een verplichting tot overname van de samenvatting in het verslag van de auditeur en het arrest en of deze samenvatting bijvoorbeeld kan worden aangevuld indien zij gebrekkig is.

7.2. Uit het ontworpen artikel 2, § 1, derde lid, van het algemeen procedurereglement volgt dat de ontstentenis van de samenvatting van de grief niet kan leiden tot de niet-ontvankelijkheid van het middel.

In het verslag aan de Koning wordt hierover het volgende opgemerkt:

“De ontstentenis, in het verzoekschrift, van de samenvatting van een grief waarin een belangrijke uiteenzetting vervat ligt, geeft op zich geen aanleiding tot de onontvankelijkheid van het middel. Die ontstentenis heeft als enig mogelijk gevolg voor de verzoeker dat de draagwijdte van zijn grief niet correct samengevat en dus begrepen wordt in het verslag van de auditeur en in het arrest.”

In de mate dat het de bedoeling zou zijn om enkel de samenvatting ongewijzigd op te nemen in het verslag van de auditeur en het arrest en dat het middel uitsluitend in het licht van de overgelegde samenvatting zou worden onderzocht, valt op te merken dat het voor zich spreekt dat de aanwezigheid van een samenvatting, die onvolmaakt kan zijn omdat zij niet alle argumenten van de verzoekende partij afdoende weergeeft, niet tot gevolg mag hebben dat op onevenredige wijze afbreuk wordt gedaan aan het recht op toegang tot de rechter.⁵

8. Gevraagd of het niet raadzaam zou zijn om tevens rekening te houden met de hypothese dat nieuwe middelen van openbare orde of waarvan de verzoeker slechts kennis heeft kunnen nemen na raadpleging van het administratief dossier, voor het eerst zouden kunnen worden ontwikkeld in de memorie van wederantwoord of in de laatste memorie van de verzoekende partij en, bijgevolg, te voorzien in een vergelijkbare regeling als deze voorzien in het ontworpen 2, § 1, derde en vierde lid, van het algemeen procedurereglement, verklaarde de gemachtigde:

“Dès lors que l'article 2 en projet prévoit une règle générale sur la manière de présenter un moyen, il n'apparaît pas nécessaire de répéter celle-ci dans les autres actes de procédure...”

Le rapport au Roi sera complété par cette observation.”

Hiermee kan worden ingestemd.

⁵ In dit verband past het om de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in herinnering te brengen waarin geoordeeld wordt dat de toegang tot de rechter kan worden onderworpen aan ontvankelijkheidsvoorwaarden. Die voorwaarden mogen echter niet ertoe leiden dat de toegang tot de rechter dermate wordt beperkt dat afbreuk wordt gedaan aan de essentie zelf ervan. Dat zou het geval zijn wanneer de beperkingen geen wettig doel nastreven en indien er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het nagestreefte doel. De verenigbaarheid van een dergelijke beperking met het recht op toegang tot de rechter hangt af van de bijzonderheden van de in het geding zijnde procedure en wordt beoordeeld in het licht van het proces in zijn geheel (EHRM, 24 februari 2009, *L'Erablière t. België*, § 36; EHRM, 18 oktober 2016, *Miessen t. België*, § 64; EHRM 17 juli 2018, *Vermeulen t. België*, § 58). De regels mogen de rechtzoekenden niet verhinderen de beschikbare rechtsmiddelen te doen gelden. Het recht op toegang tot een rechter wordt immers aangetast wanneer de reglementering ervan niet langer de doelstellingen van de rechtszekerheid en de goede rechtsbedeling dient en een soort van hinderpaal vormt die de rechtzoekende verhindert zijn geschil ten gronde door het bevoegde rechtscollege beslecht te zien. (EHRM, 18 oktober 2016, *Miessen t. België*, § 66; GwH 13 februari 2020, nr. 24/2020, B.3.4; GwH 11 april 2023, nr. 59/2023, B.7.3).

Artikel 3, 1° en 4, 1°

9. In paragraaf 1, eerste lid, eerste zin, en in paragraaf 2 van artikel 11/2 van het algemeen procedurereglement (artikel 3, 1° van het ontwerp) moet een verwijzing worden opgenomen naar artikel 17, § 9, en niet naar artikel 17, § 8, van de gecoördineerde wetten.

In paragraaf 1, eerste lid, en in paragraaf 2 van artikel 11/3 van het algemeen procedurereglement (artikel 4, 1° van het ontwerp) moet een verwijzing worden opgenomen naar artikel 17, § 10, en niet naar artikel 17, § 9.⁶

10. De inwerkingtreding van het door de wijzigingswet te vervangen artikel 17 van de gecoördineerde wetten noodzaakt voorts nog tot wijziging van andere bepalingen van het algemeen procedurereglement⁷, evenals van andere regelgeving met betrekking tot de Raad van State.⁸

Artikelen 4, 5 en 6

11. Aan de gemachtigde werd gevraagd of er een rechtsgevolg verbonden is aan het ontbreken van een schriftelijke verantwoording voor het verzoek om te worden gehoord, zoals opgelegd door deze artikelen.⁹

De gemachtigde antwoordde:

“Comme le relève le rapport au Roi, cette modification est prévue pour renforcer le débat contradictoire et mieux respecter les droits de la défense des parties. Lorsqu’une audition était réclamée par une partie, elle n’était jamais tenue d’indiquer les arguments qu’elle comptait faire valoir pour justifier le non-respect d’un délai qui lui était imposé pour déposer un écrit de procédure. Ceci a souvent eu pour conséquence que les autres parties n’avaient pas la possibilité de réagir de manière efficace aux arguments qui leur étaient opposés et que l’auditeur devait donner également un avis à brûle-pourpoint sans pouvoir

⁶ Aangezien artikel 5 van de wijzigingswet, dat strekt tot vervanging van artikel 17 van de gecoördineerde wetten, conform artikel 28, tweede lid, van de wijzigingswet in werking treedt op 1 januari 2025, tenzij de Koning een vroegere datum van inwerkingtreding bepaalt, kunnen artikel 3, 1° en 4, 1° van het ontwerp slechts op die datum in werking treden en dient hiertoe artikel 28 van het ontwerp te worden aangevuld (zie verder opmerking 24).

⁷ Meer bepaald een wijziging van artikel 70, § 1, tweede lid, en 70, § 2, tweede lid, van het algemeen procedurereglement (er moet in die bepalingen telkens worden verwezen naar artikel 17, §§ 9 en 10), evenals van artikel 14septies van het algemeen procedurereglement (er moet in die bepaling verwezen worden naar artikel 17, § 1, vierde lid, van de gecoördineerde wetten). Hiertoe zou een nieuwe wijzigingsbepaling in hoofdstuk I van het ontwerp kunnen worden ingevoegd.

⁸ Zie onder meer artikel 8, eerste lid, 6°, artikel 13, § 1, eerste lid, artikel 16, § 1, 8°, artikel 24 en artikel 41 van het koninklijk besluit van 5 december 1991.

⁹ In dit verband is het nuttig om het arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 24/2020 van 13 februari 2020 in herinnering te brengen, waarin het Hof in antwoord op een prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State oordeelde dat artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten (verkorte procedure gebrek aan belang bij gebrek aan tijdig ingediende memorie van wederantwoord) artikel 13 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, niet schendt. Het Hof overwoog daarbij onder meer : “B.5.2. Het recht om te worden gehoord biedt de verzoekende partijen de gelegenheid om toe te lichten waarom zij de opgelegde termijn niet hebben nageleefd. De verzoekende partijen kunnen door het bestaan van toeval of overmacht aan te tonen, ontsnappen aan de sanctie van niet-ontvankelijkheid van hun beroep. Het staat aan de Raad van State om, in het licht van de toelichting van de verzoekende partijen, erover te waken dat hij die rechtvaardigingsgronden niet op overdreven formalistische wijze interpreteert.”

d'avantage investiguer les arguments de cette partie, ce qui entraînait des remises d'audience.

Dès lors que la disposition en projet ne prévoit pas de sanction en cas de non-communication de cette justification écrite, il reviendra au conseiller d'État d'apprécier si cette non-communication a eu des conséquences sur le débat contradictoire ou sur les droits de la défense des autres parties ainsi que sur le double examen. En tout état de cause, il pourra décider de rouvrir les débats pour permettre à l'auditeur et aux autres parties de réagir aux arguments développés oralement ... Dès lors qu'une audience a été réclamée par une partie, elle aura lieu peu importe qu'une justification écrite soit déposée ou pas.

Cette dernière précision quant à la tenue d'une audience sera inscrite dans le rapport au Roi."

Het past het verslag aan de Koning aan te vullen zoals gesuggereerd door de gemachtigde.

Artikel 5

12. Aangezien artikel 5 van het ontwerp strekt tot de wijziging van artikelen van het algemeen procedurereglement die volgen na andere artikelen die door de artikelen 6 tot 8 van het ontwerp worden ingevoegd of gewijzigd, dient deze bepaling te worden vernummerd en verder in de tekst te worden opgenomen.

Artikel 6

13. De bedoeling van de verwijzingen naar de toepasselijkheid van artikel 13 in het ontworpen artikel 11/5 van het algemeen procedurereglement is niet duidelijk. Hierover om toelichting gevraagd, verklaarde de gemachtigde:

"En cas de désistement ou de retrait de l'acte attaqué, un rapport de l'auditeur ne devra plus être nécessairement établi. Cependant, il y a des cas de figure où le retrait d'un acte administratif peut susciter des doutes, soit parce que la partie adverse elle-même n'est pas claire quant à ses intentions, soit parce que le retrait n'est pas toujours définitif, étant lui-même susceptible de faire l'objet d'un recours de la part du bénéficiaire de l'acte attaqué retiré. Dans ces hypothèses et pour préserver le double examen, il pourra être utile de mettre en œuvre d'autres dispositions du règlement général de procédure et de solliciter un rapport dans le chef de l'auditeur. Par ailleurs, un désistement d'instance peut aussi susciter des doutes lorsque la partie requérante n'est pas claire quant à ses intentions ou si son désistement intervient à la suite de pressions qu'elle a subies.

Pour éviter toute confusion, la référence à l'article 13 du règlement général de procédure sera omise."

Er wordt akte van genomen dat de verwijzingen naar artikel 13 zullen worden weggelaten.

Artikel 7

14. Het verslag aan de Koning bij artikel 7 van het ontwerp verduidelijkt dat “de verwerende partij verplicht [is] om op dat verzoek [om een niet-elektronische versie van het geheel of een deel van het administratief dossier te bezorgen] in te gaan voor zoverre zij zelf beschikt over een ‘papieren versie’ van de stukken in kwestie.” Dit houdt in dat de verwerende partij die alleen over een elektronische versie van het administratief dossier of een bepaald stuk ervan beschikt, niet gehouden is om de betrokken stukken uit te printen.

Dit blijkt als dusdanig niet uit de tekst van het ontwerp. Indien dit strookt met de bedoeling van de stellers van het ontwerp, verdient het met het oog op de rechtszekerheid aanbeveling om deze bedoeling op een meer expliciete wijze tot uitdrukking te brengen in de tekst van het ontwerp.

15. Gevraagd welke gevolgen de stellers van het ontwerp willen verbinden aan het gebrek aan antwoord vanwege de verwerende partij op het verzoek van de auditeur om van bepaalde documenten een papieren versie te bezorgen en of artikel 12, derde lid, tweede zin, van het algemeen procedurereglement in voorkomend geval van toepassing is, verklaarde de gemachtigde:

“Oui, l’article 12, alinéa 3, est bien d’application si la partie adverse ne collabore pas.”

Met het oog op de rechtszekerheid is het raadzaam om het verslag aan de Koning aan te vullen met deze verduidelijking.

Artikel 8

16. In de Nederlandse tekst van artikel 8, 1°, van het ontwerp moet – zoals in de Franse tekst – worden verwezen naar het tweede lid (niet: eerste lid) van artikel 14 van het algemeen procedurereglement.

17. Artikel 8, 1°, van het ontwerp beoogt artikel 14, tweede lid, van het algemeen procedurereglement aan te vullen met de volgende zin:

“Behalve wanneer nieuwe elementen meegedeeld moeten worden, en met uitzondering van de verzoeken geformuleerd met toepassing van de artikelen 14^{ter}, 35/1, 36, § 1, eerste lid, eerste zin of derde lid, en 38, § 1, van de gecoördineerde wetten, wordt in de laatste memories louter op synthetische wijze gereageerd op de argumenten uiteengezet in het verslag van de auditeur of in de laatste memorie van de andere partijen.”

Zoals de ontworpen bepaling is geformuleerd, betreft de verwijzing naar “de verzoeken geformuleerd met toepassing van de artikelen 14^{ter}, 35/1, 36, § 1, eerste lid, eerste zin of derde lid, en 38, § 1, van de gecoördineerde wetten” een limitatieve lijst van uitzonderingen. In het verslag aan de Koning wordt echter opgemerkt dat de ontworpen bepaling de partijen niet belet om in dat stadium van de procedure “bijvoorbeeld” te vragen dat toepassing wordt gemaakt van één van de voormelde artikelen. Indien het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp dat het gaat om een limitatieve lijst van uitzonderingen, dient het verslag aan de Koning in overeenstemming te worden gebracht met de tekst van het ontwerp. Hiertoe volstaat het om het woord “bijvoorbeeld” in het verslag aan de Koning weg te laten.

Artikel 14

18. Het ontworpen artikel 65/1 van het algemeen procedurereglement geeft uitvoering aan artikel 38, § 10, van de gecoördineerde wetten, zoals het door de wijzigingswet zal worden ingevoegd. De verkeerde verwijzing naar paragraaf 1 van die wettelijke bepaling moet dus worden gecorrigeerd.

19. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 65/1, § 1, 2°, van het algemeen procedurereglement dient de verwijzing naar “section II” te worden vervangen door een verwijzing naar “section 2”.

Artikel 21

20. Zoals ook bevestigd werd door de gemachtigde, dient in het ontworpen artikel 16, § 1, tweede lid, ook een verwijzing te worden toegevoegd naar artikel 16, § 1, eerste lid, 6°, van het koninklijk besluit van 5 december 1991.

Artikel 23

21. De gemachtigde bevestigde dat in de ontworpen wijziging van artikel 18 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 de mogelijkheid ontbreekt voor de verzoekende partij om, bij ontstentenis van een verzoek tot voortzetting van de procedure, te vragen om te worden gehoord en legde tevens een tekstvoorstel voor om dit euvel te verhelpen:

“À l'article 18 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État, modifié par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° [modification identique à celle proposée dans le projet d'arrêté] ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

‘Si la partie requérante ne demande pas la poursuite de la procédure, le greffier en chef, à la demande du membre de l'auditorat désigné, notifie à la partie requérante que la chambre va statuer en décrétant le désistement d'instance, à moins que dans un délai de quinze jours la partie requérante ne demande à être entendue’ ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par les alinéas suivants :

‘Si la partie requérante ne demande pas à être entendue, la chambre décrète le désistement d’instance.

Si la partie requérante demande à être entendue, elle joint une justification écrite à sa demande. Le président ou le conseiller désigné convoque les parties à comparaître à bref délai. Entendu les parties et le membre de l’auditorat désigné en son avis, la chambre statue sans délai sur le désistement d’instance ;

Pour les autres modifications prévues au 4° et 5°, elles sont maintenues.”

Met dit tekstvoorstel kan worden ingestemd, met dien verstande dat het aanbeveling verdient om de verwijzing in artikel 18, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 november 2006 naar artikel 21, zevende lid, van de gecoördineerde wetten te behouden.

Artikel 27

22. In artikel 28, eerste lid van de gecoördineerde wetten (waarvan de tekst voorlopig nog luidt: “Elk arrest is met redenen omkleed; het wordt uitgesproken in openbare terechtzitting.”) wordt door artikel 9 van de wijzigingswet de voorwaarde van de uitspraak in openbare terechtzitting weggelaten.

In het licht hiervan dient niet enkel in artikel 48, derde lid, van het koninklijk besluit van 30 november 2006 punt 3° te worden opgeheven, maar dringt zich ook een wijziging op van de analoge bepaling in artikel 34, 5°, van het algemeen procedurereglement. In die laatstvermelde bepaling zou de vereiste vermelding van de uitspraak in openbare terechtzitting moeten worden weggelaten. Daartoe zal nog een nieuwe bepaling in hoofdstuk I van het ontwerp moeten worden ingevoegd.

Artikel 28

23. De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt erop gevestigd dat de inwerkingtreding van het ontworpen besluit dient te worden afgestemd op de inwerkingtreding van de wijzigingswet. In dit verband wordt opgemerkt dat een discrepantie bestaat tussen de regeling voor de inwerkingtreding van de wijzigingswet, met name in beginsel de eerste dag van *de maand na afloop* van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan (artikel 28, eerste lid, van de wijzigingswet) en de datum van inwerkingtreding van het ontwerp, met name de eerste dag van *de tweede maand* na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 28, eerste lid, van het ontwerp).

24. Tussen het eerste en het tweede lid van artikel 28 van het ontwerp dient een lid te worden toegevoegd dat, in afwijking van het eerste lid, de inwerkingtreding regelt van de artikelen 3, 1°, en 4, 1°, van het ontwerp. Aangezien artikel 5 van de wijzigingswet, dat strekt tot vervanging van artikel 17 van de gecoördineerde wetten, conform artikel 28, tweede lid, van de wijzigingswet in werking treedt op 1 januari 2025, tenzij de Koning een vroegere datum van inwerkingtreding bepaalt, dient de inwerkingtreding van de artikelen 3, 1° en 4, 1° van het ontwerp hiermee in overeenstemming te worden gebracht.¹⁰

LE GREFFIER EN CHEF—
DE HOOFDGRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT —
DE EERSTE VOORZITTER

Gregory DELANNAY

Wilfried VAN VAERENBERGH

¹⁰ Hetzelfde geldt wat betreft eventuele nieuwe wijzigingsbepalingen die nog zouden worden toegevoegd aan het ontwerp om verwijzingen naar artikel 17 van de gecoördineerde wetten in het algemeen procedurereglement of andere regelgeving in overeenstemming te brengen met de tekst van artikel 17 van de gecoördineerde wetten zoals deze zal worden vervangen door artikel 5 van de wijzigingswet.